

Lutte de classe

Est-il possible de s'opposer à la privatisation de GDF ?

L'éditorial d'*Informations ouvrières* de cette semaine (n°772) pose une question intéressante : quels sont les tenants et les aboutissants de la ligne politique de la *reconquête de la démocratie* ayant comme préalable la rupture avec l'Union européenne ?

Nous éviterons autant que faire se peut toute caractérisation de cette orientation politique, toute critique acerbe, toute dénonciation pour qu'on ne nous accuse pas de dévier de notre sujet ou de vouloir influencer le lecteur à son insu. Nous nous en tiendrons donc uniquement aux faits en exposant les conséquences qui en découlent logiquement, de façon à ce que notre argumentation soit saisissables par tous les militants et les travailleurs.

Le secrétaire national du PT part donc du postulat suivant : il est impossible d'empêcher la privatisation des services publics et de s'opposer à la fermeture ou à la délocalisation d'entreprises privées, tant que le gouvernement sera sous la tutelle ou la domination de l'Union européenne.

Que faut-il en déduire concrètement selon Gluckstein ?

Il est totalement inutile de mobiliser les travailleurs pour combattre et interdire ces privatisations ou ces fermetures d'entreprises, puisque leur sort est réglé d'avance dans le cadre des traités signés entre le gouvernement et l'Union européenne. Je pars ici du principe que Gluckstein considère implicitement que ce n'est pas le gouvernement actuel qui remettra en cause l'Union européenne, bien que je ne suis pas sûr qu'il n'ait pas pensé le contraire à d'autres moments, peu importe.

De la même manière et pour le même motif, il est totalement vain d'engager le combat contre le gouvernement Chirac – de Villepin, puisqu'il ne peut rien décider sans l'accord préalable de l'Union européenne, lorsqu'il s'agit de l'avenir des services publics.

Comme le mot d'ordre de rupture avec l'Union européenne demeure inaccessible ou incompréhensible pour l'immense majorité des travailleurs, il ne risque pas de se mobiliser sur ce thème. Et la victoire du NON le 29 mai 2005 a bien exprimé avant tout un rejet du gouvernement Chirac et de la politique qu'il conduisait.

Dans le cas d'une entreprise privée, le gouvernement ne peut pas intervenir non plus financièrement pour aider une entreprise en difficulté ou s'opposer à son démantèlement (Alstom), à sa délocalisation (Well), puisque l'Union européenne s'y oppose catégoriquement au nom de la *concurrence libre et non faussée*. Donc, il est totalement vain pour les travailleurs d'engager le combat contre leur patron pour sauvegarder leurs emplois, puisqu'il s'appuie sur la législation européenne en vigueur qui a force de loi.

On aurait pu évoquer le cas de GDF sur lequel je reviendrai, ou l'usine Well, à chaque fois les travailleurs sont les victimes de cette orientation politique qui les désarme politiquement, les paralyse et conduit leur mouvement social et politique dans une impasse, finalement à l'échec.

Mais où est le vice alors ?

C'est très simple, dans la mesure où la ligne politique de la *reconquête de la démocratie* se confond avec la défense des services publics, des 36 000 communes, etc., elle se situe exclusivement dans le cadre du capitalisme et de sa pérennité, alors que la solution pour pouvoir empêcher la privatisation des services publics et la fermeture des entreprises nécessite au contraire la remise en cause non pas dans un premier temps de l'Union européenne, mais du capitalisme lui-même ainsi que et les institutions politiques nationales qu'ils s'étaient donnés pour asseoir sa domination de classe sur le prolétariat.

Mais comment peut-on remettre en cause le capitalisme sans remettre en cause au préalable l'Union européenne ? C'est franchement désolant d'en arriver à devoir poser cette question. Cela témoigne à quel niveau se situe la discussion politique aujourd'hui : au plus bas depuis un certain 20 août 1940.

Là encore c'est très simple à comprendre, parce que l'Union européenne n'est qu'une institution politique parmi d'autres au service des intérêts du capitalisme, elle n'est pas la seule institution politique existante au service du capital, il faut lui ajouter l'ensemble des institutions qui existent dans chaque pays et qui préexistaient avant que se constitue l'Union européenne et qui continuent d'exister aujourd'hui, comme l'Assemblée nationale, par exemple en France, et qui jouent encore un rôle majeur dans chaque pays quels que soient les pouvoirs réels dont elles disposent.

Lorsque vous demandez aux travailleurs qui est responsable de toutes les difficultés qu'ils rencontrent dans leur vie quotidienne, que répondent-ils à une immense majorité ? Le gouvernement, les députés, les hommes politiques en général et non l'Union européenne ou Washington.

On doit partir de la manière dont les masses appréhendent simplement la réalité de la situation politique, et non des règlements compliqués et incompréhensibles auxquels se réfèrent les technocrates de Bruxelles et les représentants du capital qui gouvernent en France. C'est pourtant simple à comprendre par tout militant ouvrier normalement constitué, mais totalement inaccessible aux dirigeants du PT, volontairement ou non, c'est une autre histoire.

Il est parfaitement possible de poser la question de l'expropriation du ou des propriétaires d'une entreprise sans indemnité ni rachat, quand elle est menacée de fermeture, comme il est tout à fait possible de poser la question de l'abolition des institutions du régime en place pour interdire la privatisation des services publics et rétablir ceux qui ont déjà été privatisés. La même démarche prévaut dès qu'on aborde les revendications fondamentales du prolétariat (travail, salaire, éducation, santé, logement, etc.) qui ne seront pas satisfaites tant que le capitalisme n'aura pas été aboli, tant que le prolétariat n'aura pas pris le pouvoir. Pourquoi cache la vérité aux travailleurs et ne pas leur dire les choses simplement ?

Pourquoi ces deux questions ne sont-elles pas posées aujourd'hui, alors qu'elles répondent à l'ensemble des questions auxquelles sont confrontés l'ensemble des travailleurs du public et du privée ?

Qu'on puisse poser ainsi cette question me semble correcte, à condition de ne pas prétendre qu'on pourra la mettre en oeuvre concrètement de cette manière là dès demain ou dans un délai fixé d'avance, mais comme il est impossible de la poser autrement, s'interdire de la poser ainsi, c'est empêcher à l'avant-garde du prolétariat la plus consciente et prête à engager le combat, de s'organiser et de se saisir d'une perspective politique lui permettant d'avancer sur la voie conduisant à la mobilisation des masses et à la chute du régime. C'est finalement lui interdire toute issue politique en dehors du capitalisme, c'est délibérément choisir la voie du réformisme.

De plus, il est parfaitement évident qu'en posant comme préalable la question de l'abolition des institutions de la Ve République au service du capitalisme, on remet automatiquement en cause la totalité des traités signés auparavant par ses représentants, puisqu'il s'agit de remplacer une république démocratique bourgeoise et ses institutions subordonnées aux intérêts du capitalisme par une république sociale dont les institutions auront pour fondement la remise en cause des rapports sociaux d'exploitation capitalistes, afin de satisfaire les intérêts du prolétariat et de sa jeunesse.

Est-il devenu impossible et inutile de poser la question de la remise en cause de l'existence du système économique capitaliste ?

Est-il devenu impossible et inutile de poser directement la question de la remise en cause de l'existence des institutions réactionnaire de la Ve République ?

Est-il devenu impossible et inutile de poser directement la question du combat pour une République sociale ?

Maintenant dans cette deuxième partie, je voudrais revenir sur la question de la privatisation de GDF et la manière dont D. Gluckstein l'a abordée dans son éditorial.

Pour défendre l'orientation politique de son parti, la *reconquête de la démocratie* qui pour l'essentielle se confond avec l'existence des services publics comme je l'ai déjà dit, il part du postulat qu'il est impossible dorénavant que les travailleurs remettent en cause la toute puissance du capitalisme sans remettre en cause au préalable l'Union européenne, et je vais vous le démontrer très simplement pour qu'on ne puisse pas m'accuser d'être un vulgaire manipulateur, un mythomane, un mégalomane ou je ne sais quoi encore.

Voilà comment il a construit son argumentation pour aboutir à la nécessité de rompre avec l'Union européenne, comme unique solution ou préalable indispensable pour pouvoir remettre en cause la privatisation de GDF.

Toute son argumentation repose sur le fait que la privatisation de GDF serait d'ores et déjà un fait accompli et irréversible, ce qui faux. Le décret d'application entérinant cette loi n'a pas encore été signé, notamment.

La preuve, il la fournit lui-même en prenant comme référence les directives européennes 2003/54 et 2003/55 du 26 juin 2003 consacrant l'ouverture complète des marchés de l'énergie qui doit être effective au 1er juillet 2007, ce qui signifie que la privatisation de GDF, entreprise de service public, ne pourra pas être effective ou entrer en application avant cette date. Je laisse bien sûr à Gluckstein la responsabilité de l'argument erroné selon lequel l'Union européenne serait toute puissante par rapport aux Etats, puisque jusqu'à preuve du contraire, c'est l'Union européenne qui est une émanation des Etats et non l'inverse.

Par ailleurs, pas un travailleur et militant n'ignore que le sort de GDF est étroitement associé à ce jour au projet de fusion avec Suez, après la décision rendue publique le 22 novembre dernier par la cour d'appel de Paris, qui a confirmé le report du conseil d'administration de GDF à une date ultérieure. Donc la fusion GDF-Suez par la même occasion ne pourra pas intervenir avant le 1er juillet 2007 quoi qu'il arrive entre temps.

Pourquoi Gluckstein a-t-il omis ce fait important dont il avait eu obligatoirement connaissance ?

Jusqu'au 1^{er} juillet 2007, jusqu'à preuve du contraire, GDF demeure une entreprise de service public, le personnel conserve ses statuts et la situation demeure inchangée pour l'ensemble des usagers que nous sommes.

Donc on serait tenté de dire que rien n'est perdu. D'ici la parution du décret d'application entérinant la privation de GDF, il serait donc possible d'engager une campagne nationale unitaire de tous les partis et organisations du mouvement ouvrier pour imposer l'annulation pure et simple de la privatisation de GDF, par exemple en proposant l'organisation d'une immense manifestation nationale unitaire devant l'Assemblée nationale.

Pourquoi le PT ne le propose-t-il pas ? Il ne propose rien en fait, comme dans le cas de la réunion du 14 décembre sur l'emploi. On est en droit de penser qu'il est totalement absorbé par la campagne électorale à laquelle il semble réduire la lutte de classe du prolétariat, puisque c'est sur ce thème qu'il finit son éditorial.

Il y a plus grave encore.

Quand le PS par la voix Jean-Marc Ayrault déclare que « *la gauche refuse la privatisation de GDF* », en précisant que : « *Rien ne serait plus simple pour Ségolène Royal et son gouvernement que de prendre un décret d'annulation et de tout remettre à plat.* », certes, on doit prendre cette déclaration au conditionnel, mais elle a quand même l'avantage d'exister.

Sans se faire la moindre illusion sur les intentions réelles du PS, je tiens à le préciser, au lieu de prendre acte de cette déclaration qui répond à l'aspiration majoritaire exprimés par les agents de GDF et les intérêts des consommateurs, n'aurait-il pas été préférable de le prendre au mot, par exemple en lui proposant d'engager le combat dans cette perspective, dans le cadre du front unique cher au PT, afin de faire front pour contrer l'Union européenne dans cette affaire ?

Après tout, l'Union européenne a dû attendre plus de 25 ans pour pouvoir remettre en cause la Sécurité sociale, les retraites, etc., Mitterrand et Jospin n'ont pas pu appliquer la totalité de leur programme antisocial et ils ont dû céder sur un certains nombres de questions, certes limitées nous le savons tout, donc l'UE pourrait très bien être obligée d'attendre encore longtemps avant de voir se réaliser la privatisation de GDF, si les partis et les organisations du mouvement ouvrier se mobilisaient pour l'en empêcher, non ? En quoi cette proposition serait-elle surréaliste ?

Tout serait-il foutu, perdu d'avance, comme le laisse à penser Gluckstein ?

Le plus fort c'est qu'en expliquant à Ayrault que rien ne peut décidément s'opposer à la privatisation de GDF sans la rupture préalable avec l'Union européenne, il donne ainsi un prétexte rêvé au PS pour finalement revenir sur son engagement d'annuler sa privatisation ! Incroyable, non ? Après tout, si même le PT le dit...

Au lieu de s'appuyer et d'alimenter la contradiction existante entre cet engagement du PS de s'opposer à la privatisation de GDF, et l'exigence de l'UE de privatiser ce secteur d'activité particulièrement juteux et prometteur pour les actionnaires de Suez de l'autre, il sert sur un plateau au PS un argument qui lui permettra d'expliquer en 2007, que finalement c'est l'UE qui a le dernier mot et qu'il est totalement impuissant à s'opposer à ses directives. Les agents de DGF et les consommateurs que nous sommes tiennent à vous remercier Daniel Gluckstein.

Somme toute, Gluckstein, totalement à cours d'argument pour soutenir la rupture préalable indispensable avec l'Union européenne pour pouvoir, selon lui, empêcher la privatisation de GDF, après la déclaration de J-M Ayrault, avance l'impossibilité de la part de l'Etat de subventionner GDF pour faire face à ses obligations, son développement, etc. parce que l'Union européenne s'y opposera de toutes façons. On en arrive à penser que même si le PS revenait réellement sur la privatisation de GDF, le PT s'y opposerait.

Qu'on comprenne bien, il ne s'agissait pas ici de démasquer une promesse sans lendemain du PS ou son aspect opportuniste en pleine campagne électorale, ni de soutenir sans réserve la proposition de Ayrault, mais de s'en servir comme point d'appui pour engager le combat contre l'Union européenne. Gluckstein s'y refuse les renvoyant dos à dos, parce qu'il ne peut pas faire autrement, car même si le PS était sincère, il ne pourrait pas revenir sur la privatisation de GDF, selon Gluckstein. Et vous savez pourquoi il ne peut pas l'envisager : tout simplement parce que cela réduirait à néant toute l'argumentation et l'orientation politique à laquelle s'accroche désespérément le PT depuis 20 ans, sans succès.

D'un côté, le PT prétend que les appareils pourraient être amenés à aller plus loin qu'ils ne le souhaitent dans certaines circonstances, en répondant positivement à certaines revendications du prolétariat, ce qu'il traduit à longueur de temps par la mise en œuvre de la tactique du front unique au sommet, en direction des dirigeants des partis du mouvement ouvrier et des syndicats, et d'un autre côté, lorsqu'il existe peut-être une opportunité que cela se réalise sur une question, soudainement, il dit que c'est totalement impossible.

Complément Volkswagen en Angleterre.

J'ai entendu dimanche dernier sur TV5 Monde, après la manifestation qui avait réuni 20 000 travailleurs à Londres, un représentant de l'Union européenne expliqué qu'il ne pouvait pas intervenir dans les affaires d'une entreprise privée. Soit.

Cette multinationale qui a engrangé d'énormes bénéfices durant les décennies précédentes jettent aujourd'hui à la rue plus de 3 200 ouvriers, après avoir supprimé 20 000 emplois en Allemagne.

La seule réponse ne devrait-elle pas être : grève totale avec occupation, élection d'un comité d'usine pour prendre la direction de l'entreprise, expropriation sans indemnité ni rachat ?

Le comité d'usine devrait s'adresser à tous les travailleurs du groupe Volkswagen, à l'ensemble des travailleurs et des syndicats, aux travailleurs des entreprises menacées de fermeture, délocalisation, etc., à tous les travailleurs du secteur automobile en Europe, à tous les partis du mouvement ouvrier pour exiger qu'ils les soutiennent pour que le gouvernement promulgue une loi interdisant les licenciement, etc.

Le comité d'usine devrait s'adresser à l'ensemble du prolétariat et la petite bourgeoisie pour qu'ils les soutiennent et suivent leur exemple...

Existe-t-il une autre voie ?

Même s'il est impossible de la mettre en œuvre aujourd'hui, ne faut-il pas la populariser, ne faut-il pas tout faire pour aider la conscience de classe du prolétariat à mûrir ?

Il faut impérativement et résolument rompre avec le réformisme pour proposer des solutions aux travailleurs ouvrant la voie à la rupture avec le capitalisme.